

Piketty: Les pleins et les déliés*

Jean Pisani-Ferry, 12 septembre 2019

Le titre l'annonce, le volume le confirme : l'ouvrage de Thomas Piketty est d'une grande ambition analytique et politique. Si c'est l'inégalité qui le mobilise, c'est à Marx qu'il s'en prend ; au concept de lutte des classes, il entend substituer une clef de lecture centrée sur « la lutte des idéologies et la quête de la justice ». Et à une gauche sans boussole, il veut offrir un nouvel horizon combinant dépassement du capitalisme par le partage du pouvoir dans les entreprises, érosion des rentes de propriété par une fiscalité fortement redistributrice, égalité des chances par la création d'une dotation universelle en capital, et réenchassement de l'échange marchand dans des relations internationales régulées par un fédéralisme transnational.

À ce Piketty prométhéen des 80 dernières pages, beaucoup de lecteurs préféreront sans doute celui des 1100 premières : le bénédictin de la donnée qui quantifie inégalités et rapports sociaux au fil des âges et des sociétés ; le passionné d'histoire qui, de l'Ancien régime aux sociétés coloniales et du Raj britannique à l'Inde moderne, ausculte les mutations des castes et des classes ou retrace les affrontements autour des statuts et de l'impôt ; au littéraire enfin qui convoque Jane Austen pour illustrer tel graphique compliqué. Époustouflante par son ampleur et sa précision, l'entreprise atteint son but en montrant à quel point la résurgence d'un absolutisme de la propriété est une formidable régression.

Les économistes sont souvent prisonniers des concepts et des outils de leur discipline. Ce grief ne peut être adressé à Thomas Piketty. La force de sa lecture est de combiner une grille quantitative systématique et un foisonnement de références historiques, anthropologiques et sociologiques. La première donne cohérence à son entreprise ; les secondes lui apportent une remarquable richesse. Comme d'autres travaux contemporains (Fukuyama sur la formation de l'État, par exemple), mais pour la première fois sans doute s'agissant de ce thème, l'ouvrage est aussi marqué par la volonté de rompre avec une perspective occidentalocentrée pour nourrir la réflexion sur les organisations sociales d'une analyse fouillée d'autres lieux et moments.

Aussi fascinants que soient les kaléidoscopes sociaux que visite l'ouvrage, la visée de Piketty reste politique. On ne peut le lui reprocher de vouloir formuler un projet de ce type. Tout dessein un tant soit peu ambitieux se nourrit d'une utopie sociale, or la gauche ne s'est remise ni de la faillite du rêve communiste, ni de l'étiollement du projet social-démocrate. Oui, c'est à Polanyi et Rawls qu'il faut revenir pour définir une telle utopie. Non, l'hégémonie des actionnaires n'est ni une loi naturelle, ni un gage d'efficacité. Oui, les nations ont autre chose en partage que des marchés. Il est difficile de ne pas éprouver de la sympathie pour les principes mis en avant par Piketty.

La difficulté est dans la mise en œuvre. S'il importe de borner le capitalisme et de redéfinir l'entreprise, c'est à condition de prendre la mesure des problèmes que cela pose - et de les résoudre. Il est confondant de les voir traités avec une certaine désinvolture, comme si l'on pouvait refonder l'entreprise sans s'interroger sur ce qu'il faut garder de la puissance transformatrice du capitalisme et des ressorts de

* Sur *Capital et Idéologie* (Le Seuil). Version longue de ma critique dans *L'Express*, 12 septembre 2019

l'innovation. Marx était fasciné par le capitalisme, par la force avec laquelle une mutation du rapport social pouvait induire des bouleversements dans l'ordre productif. Il plaçait au centre de sa lecture la dialectique des forces productives et des rapports de production. Piketty paraît s'en désintéresser complètement, il réduit le capitalisme à une machine à accumuler des richesses et à produire de l'inégalité. C'est un peu court : que la fortune de Jeff Bezos soit indécente n'autorise pas à passer sous silence l'innovation majeure qu'a représenté la création d'Amazon.

Il en va de même des propositions fiscales. Certes illustratifs, les paramètres numériques du système proposé relèvent d'un projet bien plus radical que ne le suggèrent des références appuyées au New Deal. Au-delà de dix fois le patrimoine moyen (soit, en France, de 2,5 millions), la richesse serait imposée au taux annuel de 5% et le revenu qu'elle produit à 60% environ (à quoi s'ajouterait une taxation à 60% des successions). Avec un rendement réel du capital de l'ordre de 5% cela conduirait, à la manière d'une réforme agraire permanente, à éradiquer rapidement les fortunes de l'ordre de quelques millions. Projet légitime, certes, il n'est écrit nulle part que le régime de propriété que nous connaissons doit être éternel. Mais à condition d'en discuter sérieusement les conséquences sur l'incitation à investir et à innover. Rappelons qu'Elizabeth Warren, la candidate de la gauche démocrate, ne veut quant à elle que taxer à 2% les fortunes de plus de 50 millions.

Quant au fédéralisme international, il se heurte de front à la montée d'une aspiration à la souveraineté dont on ne peut faire abstraction. Contre le retour du nativisme, Piketty prône une démocratisation de l'Europe et le transfert du pouvoir fiscal à une nouvelle Assemblée associant parlementaires nationaux et parlementaires européens. Il voit dans cette réforme la solution aux blocages induits par la règle de l'unanimité et le pouvoir d'empêchement du Conseil, où chaque pays est représenté par son ministre et où l'intérêt collectif peine à se faire entendre. Le diagnostic est juste, mais la solution a fort peu de chances de voir le jour. Car le problème n'est pas, comme Piketty fait mine de le croire, la composition de l'instance parlementaire.

Il tient au principe même du partage de la souveraineté fiscale. Outre qu'une assemblée combinant parlementaires nationaux et européens ne se comporterait probablement pas selon ses vœux (c'est au moins ce que suggèrent les sessions régulièrement organisées pour les faire dialoguer), on voit mal pourquoi des États arc-boutés sur la souveraineté fiscale accepteraient soudain de lui transférer le pouvoir de lever l'impôt. En Allemagne (puisque c'est largement d'elle qu'il s'agit), la question a d'ailleurs pris un tour principal. Dans une série d'avis et d'arrêts, la cour constitutionnelle a dressé des barrières au transfert de nouvelles compétences à l'UE. Ironiquement son argument est de même nature que celui de Piketty, mais ses conclusions sont à l'opposé : l'UE, dit la cour de Karlsruhe, n'est pas démocratique, parce que le pays dont le poids démographique est le plus fort - l'Allemagne - y est sous-représenté.

L'utopie, oui, certainement. Mais on aimerait autant de circonspection dans son dessin que dans l'analyse.